

Plus que jamais le développement et la survie même de la Résistance Palestinienne vont à l'encontre du statut quo politique au Moyen-Orient.

L'impérialisme, les régimes « pseudo-progressistes » arabes, les forces « pacifistes » dans le monde y compris l'U.R.S.S. font ces tentatives concertées pour récupérer l'initiative politique et militaire en vue d'un règlement lézant les intérêts historiques du peuple palestinien, et visent à endiguer le développement de la révolution arabe.

Face à ces agissements nous nous associons au Front Populaire Démocratique de Libération Palestinienne (F.P.D.L.P.), qui disait dans un texte diffusé lors de la conférence des chrétiens pour la Palestine : « ... la victoire de la cause palestinienne est conditionnée par la création d'un instrument révolutionnaire arabe uni, avec une stratégie cohérente commune, qui mènerait une lutte complémentaire au niveau de toute la région ».

Pour sa part la Résistance Palestinienne devra trouver les formes politiques et organisationnelles pour rendre la jonction et l'organisation des masses arabes effectives.

Désormais, l'extension de la révolution aux pays du Moyen-Orient et la jonction avec les autres foyers révolutionnaires (Sud-Yémen, Golfe Arabique) sont à l'ordre du jour.

Bas les pattes devant la Résistance Palestinienne !

Palestine vaincra !

Vive la révolution socialiste arabe !

A. YOLDACHS.

Cette dernière crise est la plus violente et la plus meurtrière de toutes celles qui ont opposé le régime royal de Jordanie et l'ensemble de la Résistance Palestinienne depuis qu'elle agit au grand jour, après la Guerre des Six Jours de juin 1967. Son importance dépasse toutes celles qui l'ont précédée : elle a fourni la preuve du mûrissement d'une autre crise, mais au sein du camp palestinien lui-même, entre les différentes organisations qui composent aujourd'hui la Résistance Palestinienne.

L'intensité de cette dernière crise entre la résistance et le régime jordanien marque une étape dans les relations entre les deux pôles politiques qui se partagent le pouvoir dans le pays ; jusqu'alors le roi avait fait des concessions, en novembre 1968, en février 1970, cette fois-ci encore il a fait des concessions, mais ces dernières sont d'une autre nature. Et parce que ces dernières concessions ont abouti à l'éclatement de l'appareil d'Etat central du royaume hashémite de Jordanie, par la disparition des principaux soutiens du pouvoir central, les cousins et oncles du roi Hussein, il n'existe plus aujourd'hui dans le pays aucune autorité capable de définir des cadres légaux maintenant en bon ordre le bloc royal d'une part et le bloc palestinien de l'autre.

La puissance de cette dernière crise a été telle, que le statu-quo Résistance Palestinienne - gouvernement jordanien, établi à partir de l'entente El Fath - Roi Hussein a perdu les bases objectives de son existence et de son application. D'une part, les ultras de la famille royale, pro-américains, descendant en droite ligne de Abdallah, roi de Jordanie, favorable à l'installation de l'Etat d'Israël, et qui traita secrètement avec Ben Gourion en 1948, ne sont plus tenues par aucune forme légale découlant de leur appartenance au pouvoir d'Etat légal. L'oncle de Hussein de Jordanie, le Commandant en chef de l'Armée, Cherif Ben Nasser Jamil, démis de ses fonctions sur demande de la résistance, n'a pas pour autant perdu son pouvoir sur l'élément essentiel de l'appareil d'Etat jordanien, l'armée. Le cousin du roi, Zaïd Ben Chaker, général de l'armée, écarté lui aussi sur la demande de la résistance, maintient une grande partie si ce n'est l'essentiel de son pouvoir : l'armée, et plus précisément les blindés et les troupes bédouines. Sortis des structures légales du pouvoir, ces deux chefs principaux de la royauté hashémite maintiennent toute leur influence et disposent d'une liberté d'action plus grande. Dans la mesure où comme dans la plupart des pays sous-développés, l'appareil d'Etat est composé de clientèles autour de chefs politico-féodaux rassemblés en une sorte de gouvernement, ces membres de la famille royale gardent leur propre appareil personnel qui se recoupe dans ce cas précis et se double d'une dimension internationale par les liens étroits qu'ils entretiennent avec les services secrets impérialistes, américains en premier lieu. Que reste-t-il au roi Hussein pour représenter un pouvoir central crédible, capable à la fois d'entretenir des « relations » comme par le passé avec la résistance et de maintenir son autorité traditionnelle ? Nous pensons qu'il ne lui reste rien pour continuer à jouer ce va-et-vient. Peu nous importe que le roi Hussein se dise « sincèrement solidaire de la cause noble et sacrée » pour laquelle luttent les « frères palestiniens ». Il nous intéresse de savoir ce qu'il peut faire pour cette cause. Il ne peut rien faire ! Il n'est même plus représentatif du camp auquel il appartient. Dans son dos, ses anciens soutiens se préparent à le dépasser sur sa droite et peut-être même à se passer de lui. Les Américains ne seraient pas mécontents d'un nouveau roi fourni par la personne de son frère, Hussein étant un produit direct de l'impérialisme britannique.

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE FACE AU POUVOIR

Devant cette désintégration accélérée du pouvoir d'Etat, la résistance affronte la question-clef qui découle normalement de son existence et de son développement dans les frontières de l'Etat jordanien : la question du pouvoir. La Résistance Palestinienne peut-elle et doit-elle prendre le pouvoir en Jordanie ? Dans l'affirmative, cela modifierait la structure politique générale de l'Orient arabe. Et cette question précise détermine depuis les tous débuts de son existence, l'unité de la Résistance Palestinienne, parce qu'elle est la donnée stratégique qui sous-tend ses formes d'actions et ses objectifs.

Les réponses que chaque organisation de la Résistance Pa-